



HAL
open science

**ED SCSO 483 - Histoire-géographie aménagement
urbanisme archéologie science politique sociologie
anthropologie**

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une école doctorale. ED SCSO 483 - Histoire-géographie aménagement urbanisme archéologie science politique sociologie anthropologie. 2010, Université Lumière - Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, École nationale supérieure d'architecture de Lyon, École normale supérieure Lettres et sciences humaines, Université Jean Monnet Saint-Étienne - UJM, Institut national des sciences appliquées de Lyon, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse. hceres-02035909

HAL Id: hceres-02035909

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02035909v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Rapport d'évaluation
de l'école doctorale n°483
« Sciences sociales : Histoire, géographie,
aménagement, urbanisme, archéologie,
sciences politiques, sociologie, anthropologie »
de l'Université Lyon 2 - Lumière



2010



Membres du comité d'évaluation)

Présidente :

Mme Danielle LEEMAN, Université Paris 10

Experts :

M. Thierry MARTIN, Université de Franche-Comté

M. Jean-Raymond FANLO, Université de Provence

M. Patrick LEHINGUE, Université d'Amiens

Déléguée scientifique de l'AERES :

Mme Sandra LAUGIER



Contexte général

L'école doctorale (ED) est sise dans le PRES « Université de Lyon » (UDL), qui a redéfini le nombre et le périmètre des écoles doctorales (ED) il y a à peine deux ans, dans des conditions qu'on imagine avoir été quelquefois difficiles (association de multiples disciplines en général, à partir d'établissements aux pratiques différentes et aux sites parfois éloignés) : cette situation rend délicate l'évaluation globale de ces nouvelles ED, en raison de leur faible inscription dans le temps.

Les priorités affichées par le PRES sont la recherche et le doctorat, et sa première mission les études doctorales ; l'ensemble des ED est coordonné par un Collège doctoral qui définit une politique commune cohérente dont l'objectif est de faire du Doctorat de l'UDL une référence internationale en matière scientifique et d'« employabilité ».

Le Collège doctoral a en particulier défini la Charte des thèses commune à toutes les ED de l'UDL ; il répartit les budgets et contrats doctoraux, s'occupe de la formation doctorale dévolue à l'insertion professionnelle et des dispositifs d'appui à cette dernière - dont le financement est assuré par les collectivités territoriales. Le budget-état des « études doctorales » est intégralement reversé aux ED, selon une répartition prenant en compte l'importance et la note précédente de chacune mais tributaire aussi du « poids de l'histoire ».

L'articulation est difficile entre le PRES et les établissements (communication, harmonisation entre services administratifs) ou les ED (défaut de prise en compte par le PRES des doctorants dans leur ensemble ou de la politique conduite par les ED). Il serait souhaitable que soit adopté au sein du PRES le principe général que la formation doctorale donne lieu à un codage et à une validation en « ECTS », comme toutes les formations dispensées aux autres niveaux (Licence et Master), et à la possibilité que cet enseignement soit reconnu dans le service des enseignants-chercheurs qui s'y emploient (comme pour les autres diplômés). En ce qui concerne les modules professionnalisants, il faut veiller à ce qu'ils soient effectivement utiles et accessibles à tous les doctorants, quelle que soit leur discipline de rattachement.

L'attribution du personnel administratif et des locaux est du ressort des établissements, et sans doute pour cette raison le traitement est inéquitable si l'on compare toutes les ED au sein du PRES.

L'évaluation a porté sur les points suivants : offre disciplinaire et offre liée aux attentes ou besoins spécifiques de ses doctorants, critères de recrutement des doctorants, pratiques d'accueil et d'encadrement, mesures prises pour que soient respectées l'obligation d'accompagnement du doctorant et donc la limitation du nombre de thèses dirigées par encadrant comme la durée de préparation du doctorat, définition du cursus (formations obligatoires ou recommandées) et des conditions de l'autorisation de soutenance.

Avis condensé

- Avis global :

L'ED 483 constitue un assemblage très riche de disciplines suffisamment proches pour permettre à leur école doctorale commune d'acquérir une identité scientifique propre, avec de la sorte beaucoup plus de chances de devenir visible aux plans national comme international (ce dont les équipes et unités rattachées ne peuvent que bénéficier), et d'être en mesure de fournir la formation transdisciplinaire, voire interdisciplinaire, souhaitée. La direction de l'ED doit être soutenue dans son souci de constituer une collectivité scientifique et pédagogique, qui inclue les jeunes chercheurs que sont les doctorants.

Au cours des deux ans qui précèdent, l'effort essentiel a été de construire une entité où puissent coexister des composantes qui ne se connaissaient pas, et de les amener à s'entendre sur des réalisations communes, telles (1) la mise en place d'un jury de l'ED examinant et classant en commun les candidatures à un financement de la recherche doctorale, (2) l'acceptation d'une formation qui, transdisciplinaire, ne prendrait pas la place des séminaires des



équipes, unités ou directeurs de thèse, ou sur des principes communs à respecter, comme (1) le nombre de thèses par encadrant ou (2) la durée des thèses.

- Points forts :
 - L'organisation en « Doctorats », qui doivent se concevoir comme de véritables équipes de formation où les divers responsables se partagent les missions (dans les domaines scientifique, pédagogique, international, professionnel).
 - La constitution d'un « jury d'ED », qui garantit l'équité de traitement des candidats à un financement.
 - Le taux de thèses financées (27 %) qui, bien que faible dans l'absolu, est supérieur aux moyennes enregistrées en Sciences humaines et sociales.
 - Le dynamisme de l'équipe de direction.

- Points faibles :
 - La communication à destination des doctorants (qui par exemple ne font pas de distinction claire entre PRES et ED, ne connaissent pas leurs représentants au CA du PRES, ignorent l'existence de formations propres à l'ED), et la communication entre services, qui, par exemple, laisse incertains le nombre de soutenances et celui des thèses financées.
 - Inexistence de formations intéressant spécifiquement les doctorants de l'ED (communication en français, outils informatiques, langues...).
 - Pas de politique ni de réalisation à l'international.

Notation)

- Qualité de l'adossement scientifique (A+, A, B ou C) : A+
- Fonctionnement de l'ED (A+, A, B ou C) : B
- Encadrement (N/HDR, durée des thèses, financements, etc.) (A+, A, B ou C) : B
- Suivi et insertion des docteurs (A+, A, B ou C) : B

NOTATION GLOBALE (A+, A, B ou C) : B

- Recommandations pour l'établissement :
 - ménager à côté du secrétariat un bureau pour le directeur de l'ED et une salle dédiée pour les doctorants, de manière à concrétiser aux yeux des usagers l'existence de leur école doctorale, et à permettre à ceux qui viennent d'ailleurs de se « poser » en un lieu où ils puissent rencontrer leurs homologues, échanger les informations, organiser des activités.
 - prévoir un personnel dévolu au site web (ceci peut donner lieu à mutualisation entre plusieurs ED)
 - accroître le budget de l'ED compte tenu des réalisations qu'elle doit accomplir (en matière de communication notamment) et des déplacements impliqués par son caractère multisite (St Etienne) -



cet accroissement peut se fonder sur la prise en compte, dans les critères de répartition, des performances des ED en matière de financement des thèses d'une part, de co-tutelles d'autre part.

- prendre une décision officielle reconnaissant les formations doctorales au même titre que les formations de Licence et de Master, qui les dote d'un codage et d'une validation en « crédits » (ECTS).

Avis détaillé

- Administration et moyens de l'ED :

Les moyens dont dispose l'ED en matière de locaux sont insuffisants : le Directeur de l'ED, susceptible de recevoir les doctorants (voire des collègues) pour des entretiens confidentiels, doit disposer d'un bureau voisin de celui du secrétariat. De même, voisine des précédents, une salle doit être dévolue aux doctorants : aménagement convivial (il ne s'agit pas d'une « salle de classe » mais d'un lieu commun d'échange, d'information et de travail), accès Wifi, voire un ou deux postes informatiques...

Les moyens financiers alloués paraissent globalement corrects, mais la répartition 30 % pour la formation et 70 % pour l'aide aux doctorants *via* les équipes et unités est à rééquilibrer (les unités de recherche, en particulier, ont en principe de quoi financer les missions et séjours scientifiques de leurs chercheurs, fussent-ils doctorants).

- Bilan quantitatif :

La durée des thèses tient pour une part au nombre des doctorants en poste dans l'enseignement secondaire (environ 30 %), mais il est également permis de l'imputer (autant de points auxquels il faut remédier au cours du prochain contrat) :

- à une insuffisante attention portée dès le départ aux qualités et aptitudes du candidat à mener une recherche de cet ordre.
- à une insuffisante attention accordée au choix du sujet de thèse : ce dernier doit correspondre à un problème nettement circonscrit, et le directeur de la recherche (puis l'équipe du Doctorat) doit réfléchir à sa faisabilité en quatre ans et conseiller le doctorant en ce sens (planification de la documentation, des entretiens, de la rédaction...).
- au nombre trop grand de thèses « dirigées » par l'encadrant (qui, en réalité, n'est plus en mesure de suivre chacun de ses doctorants avec le soin souhaitable, devoir auquel engage néanmoins la Charte des thèses).

Les enseignants-chercheurs membres de leur section de CNU doivent infatigablement faire savoir qu'on n'en est plus au temps de la thèse d'état (depuis le début des années 80) et qu'on peut se fixer une moyenne raisonnable de 300 pages pour un mémoire de doctorat actuel.

- Encadrement et suivi :

L'encadrement et le suivi sont à l'heure actuelle insuffisamment pris en charge par l'ED (et donc trop laissés à l'appréciation diverse des directeurs de recherche ou équipes et unités, d'où un traitement également divers des doctorants au sein de l'ED, avec les risques d'iniquité que cela comporte).

Il revient par conséquent à l'ED d'organiser l'encadrement selon des règles communes aux différents Doctorats (à concevoir comme des Equipes de formation comme il en existe aux niveaux Licence et Master): critères de recrutement des doctorants, choix du sujet de thèse (cf. ci-dessus), suivi pédagogique (par exemple : un minimum d'un entretien trimestriel avec le directeur de recherche, mini-soutenance publique à mi-parcours...), validation des formations doctorales, critères d'autorisation de soutenance...



Un « Comité de suivi de thèse » peut être institué, coordonné par le Directeur de l'ED et rassemblant un représentant de chaque Doctorat, mais aussi par exemple un membre d'une autre ED, un collègue extérieur à Lyon, qui définirait entre autres les conditions de l'accord pour une dérogation à 4 ans, à 5 ans, à plus, et examinerait les dossiers des demandes afin de porter un avis collectif.

- Financement des thèses :

La proportion de thèses financées de manière ministérielle (allocations...) est très bonne : 27 %. Il est à regretter que le défaut de coordination administrative ne permette pas de connaître les chiffres exacts et le détail de l'ensemble des financements.

En tout état de cause il y a à rechercher toutes les sources possibles de financement des doctorants, et à les en informer. Il n'y a pas lieu de considérer que le financement de la thèse est réglé dès l'instant que le doctorant est salarié : tout projet de qualité porté par un candidat prometteur mérite d'être financé.

- Formation :

Le terme de « doctorale » est inapproprié pour désigner des rencontres qui stimulent « la curiosité scientifique autour de discussions interdisciplinaires » (l'organisation de « doctorales » relève du PRES, s'il le juge approprié pour les SHS), mais ce type de manifestation relève effectivement du domaine propre à l'ED, qui a donc à organiser des modules pluridisciplinaires d'ordre scientifique où se font connaître, se comparent et se discutent des théories, méthodologies et traitements de l'objet différents selon les points de vue.

La formation soit méthodologique (comment conduire une recherche : définir une problématique, avancer une hypothèse, construire un corpus, mener une démonstration...), soit technique (comment présenter un « poster », maîtriser l'outil informatique, savoir exposer à l'aide d'un power point...), soit linguistique (communiquer dans sa spécialité en français et en d'autres langues à l'oral comme à l'écrit), ne paraît pour l'heure exister qu'à titre imminent : il s'agit de mettre effectivement en place ces enseignements (à doter d'un codage et de crédits au niveau de l'établissement, cf. plus haut).

La formation professionnelle prise en charge par le PRES d'une part ne paraît pas adéquate pour tous les doctorants, d'autre part est pour certains enseignements implicitement réservée à certains d'entre eux. Si cette situation devait perdurer, il reviendrait à l'ED de définir des formations « professionnalisantes » correspondant aux attentes et besoins de ses doctorants, sur un budget supplémentaire attribué par le PRES.

- Ouverture nationale et internationale :

L'ED est attractive puisque plus d'un tiers de ses doctorants proviennent d'établissements hors de Lyon, et que 11,6 % des effectifs arrivent de l'étranger. Le nombre de co-tutelles, qui avoisine les 10 %, constitue également un bon score - qu'il faut néanmoins améliorer.

L'absence de politique internationale est néanmoins un point faible (excusable dans la mesure où la reconfiguration liée à la constitution du PRES a nécessité un énorme travail de coordination et d'harmonisation au plan local).

- Projet :

Le projet est parfaitement convaincant, à la fois conscient des acquis et des réalisations à conduire.



Observations du Président)

Lyon, le 10 mai 2010

Réponse de la présidence de l'université Lumière-Lyon2 au rapport du comité d'experts de l'école doctorale n° 483 « Histoire, géographie, aménagement, urbanisme, archéologie, sciences politiques, sociologie, anthropologie » (ScSo)

Réf. : EVAL-0691775E-S3110059380-ED SCSO

Monsieur le Directeur de la section des formations et diplômes,

Nous avons pris connaissance du rapport du comité d'experts sur l'école n° 483 des Sciences sociales « ScSo » et l'avons transmis à son directeur, dont la réponse est jointe à ce courrier.

Nous avons bien noté, avec l'ensemble des établissements co-accrédités au sein du Pres-Université de Lyon, l'avis globalement favorable émis par le comité sur cette école doctorale, et examiné les points forts, les critiques et les recommandations qui sont énoncés dans le rapport. Nous rappelons que cette ED est de constitution récente et compte donc un peu plus de deux ans d'existence, qu'elle est la plus importante en termes d'effectifs des ED de SHS comme de toutes les ED du Pres, qu'elle rassemble un très large éventail de disciplines, qui, pour relever toutes du champ des sciences sociales, n'en ont pas moins des pratiques très différentes, qui rendent difficiles la mise en place d'une politique commune, que sa direction est une tâche complexe et qu'elle a changé de directeur en cours de contrat (le directeur précédent ayant dû se retirer pour raisons de santé, l'actuel directeur a été nommé fin 2008).

Le comité a été manifestement sensible à la configuration de cette ED, à ses atouts (notamment en termes d'adossement scientifique) et à ses efforts pour mettre en place une politique doctorale commune et cohérente et il encourage la direction de l'ED dans son souci de constituer une collectivité scientifique et pédagogique. Il a jugé cependant que les efforts engagés n'avaient pas encore porté leurs fruits, notamment en matière de formation doctorale et de communication interne, ce qui explique sans doute la notation finale, que l'on peut juger un peu sévère.

Le comité invite donc l'ED à poursuivre ses efforts pour construire une politique doctorale commune, tant sur la plan de la formation : mise en place d'une formation scientifique interdisciplinaire et d'une formation d'appui à la recherche (communication en anglais et français, outils informatiques, ...), que sur celui de l'encadrement de la thèse : critères de recrutement des doctorants, choix du sujet de thèse, suivi pédagogique de la thèse, comité de suivi de thèse, taux d'encadrement, Ces actions, en partie engagées, doivent être consolidées, de façon que l'ED puisse valoriser les atouts qui sont les siens et que souligne le rapport : dynamisme de l'équipe de direction, structuration efficace en doctorats, taux de financement des thèses très appréciable au regard des SHS, attribution équitable et transparente des financements dans le cadre du jury de l'ED, large éventail des disciplines, excellence des unités qui y sont rattachées, large vivier de chercheurs et de doctorants. L'ED a ainsi toutes les chances d'acquérir une visibilité nationale et internationale.

En tant qu'établissement porteur de l'ED, l'université Lyon2 a entendu les recommandations du comité, notamment en matière de locaux ; ceux-ci sont insuffisants et l'université veillera à réserver un bureau

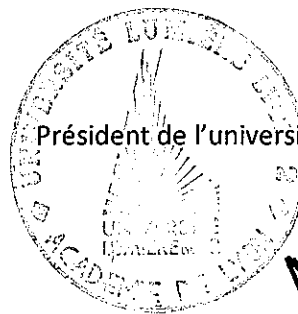


pour le directeur de l'ED et un espace mutualisé pour les doctorants. L'appui administratif pourrait certes être renforcé mais il n'est pas négligeable (un personnel administratif est affecté à l'ED pour l'essentiel de son activité).

Quant à l'attribution des moyens financiers, elle est du ressort de la décision collective des établissements co-accrédités au niveau du Pres et il conviendra de veiller collectivement à ce que l'ED ScSo reçoive des moyens lui permettant de continuer son active politique de formation doctorale et bénéficie d'un nombre de contrats doctoraux, qui ne sera pas certes suffisant, mais qui soit au moins correct au regard du grand nombre de ses doctorants. La préconisation du comité d'affecter des crédits ECTS aux formations doctorales sera également à examiner et valider au niveau du collège doctoral du Pres et des établissements.

Le comité souligne les difficultés d'articulation entre le Pres et les établissements, au niveau de la gestion administrative et surtout de l'articulation entre formations assurées par l'ED et formations transversales assurées par le Pres. L'ensemble des acteurs de la formation doctorale, Pres et établissements, sont conscients de ces difficultés et de la nécessité d'améliorer ces points. Malgré ces difficultés, la mise en place d'une politique doctorale de site a permis de nombreuses avancées qui ont incontestablement dynamisé les écoles doctorales : adoption d'une charte unique des thèses, mutualisation des contrats doctoraux et attribution collégiale sur des critères communs d'excellence, réflexion sur le financement et la durée des thèses, sur les conditions d'entrée en thèse, sur l'encadrement et le suivi de thèse, sur la valorisation de la thèse et l'insertion professionnelle, sur l'internationalisation du doctorat. Ces avancées dans des pratiques communes, respectant toutefois les spécificités des disciplines, sont à mettre au crédit de la politique doctorale conduite au sein du Pres par les établissements co-accrédités.

Au nom de l'ensemble des établissements co-accrédités et de l'université de Lyon, nous remercions le comité de visite pour la qualité de son rapport et nous vous prions d'agréer, monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments cordiaux.



André TIRAN

Président de l'université Lumière-Lyon2

Réponse de l'ED 483 « sciences sociales » au rapport de l'AERES

La direction de l'Ecole doctorale des sciences sociales (483) du pôle Lyon – Saint-Etienne remercie les experts de leur rapport, et de la pertinence des critiques, remarques et préconisations énoncées dans la première version qui lui est parvenue.

Les difficultés rencontrées par une ED de cette taille et de cette variété, lors de sa structuration ont bien été notées, de même que les conditions de son environnement institutionnel (rapports établissements-PRES), tant il est vrai qu'il aura fallu intégrer des unités proches sous certains côtés, éloignées par d'autres (mais qui se *connaissaient déjà* contrairement à ce qu'affirme le rapport), autour d'un même projet, et de devenir visible comme une instance de formation propre, autonome des équipes de recherches, aux yeux des doctorants (actuellement au nombre de 625). Ce qui, dans les faits, est en cours d'achèvement (alors que préalablement, l'ED était surtout perçue comme le référent *administratif* pour le suivi de la thèse).

L'ED 483, se félicite que l'AERES confirme le bien-fondé de son organisation en doctorats, car elle est la seule sur le PRES de Lyon, à avoir conservé cette structuration. La direction de l'ED regrette néanmoins la sévérité de l'appréciation qui lui est adressée : un « B » général, qui n'illustre que partiellement les efforts de structuration interne consentis ces deux dernières années, avec en outre un changement de direction de l'ED à mi-parcours (non mentionné dans le rapport).

Au points faibles pointés par le rapport, l'ED 483 entend répondre que :

- la création et l'utilisation de listes de diffusion internes à l'attention des doctorants, en vue d'une transmission directe des informations essentielles, pallie désormais le problème de communication soulevé lors de la visite et signalé dans le rapport.
- le déséquilibre de la répartition du budget a été rectifié lors du dernier conseil d'ED, qui a fait suite à la visite des experts AERES : il a été décidé (et ratifié) que sur les deux années consécutives, le budget de la formation propre serait augmenté de 5%, pour arriver à un équilibre 40% formation / 60% aide à la mobilité scientifique des doctorants, à titre d'expérience. Les directeurs des unités (classées A+ dans le rapport) ne souscrivent pas entièrement à l'idée que la mobilité scientifique doit être exclusivement ponctionnée sur leurs budgets – la logique de répartition étant claire jusqu'ici : aux équipes revient le financement des missions ou séjours de recherche, à l'ED celui des déplacements pour présentation de communications dans des colloques.
- concernant la formation scientifique dispensée par l'ED : actuellement, deux modules de formation transdisciplinaires (l'un sur la *méthodologie d'enquête*, l'autre sur l'*écriture d'un article scientifique*) ont été dispensés, cinq autres (un sur les questions de *genre*, un sur la *recherche documentaire et bibliographique*, un sur l'*analyse critique des sources historiques*, deux sur la cartographie – un stage de formation au logiciel ArcGis et un stage de terrain pour une formation SIG) sont ouverts dès la rentrée ou sous forme de stages d'été. D'autres sont à l'étude et devraient contribuer à étoffer l'offre de formation. Il est donc désormais inexact d'affirmer que l'ED 483 ne dispose pas de formation propre à destination de ses doctorants.
- Une formation en langues reste certes à finaliser, de même que des formations techniques. Mais l'ED

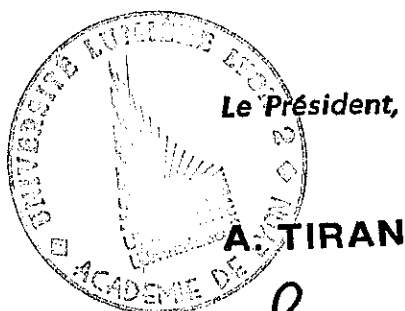
Ecole Doctorale des Sciences Sociales de Lyon (483)

(Histoire, géographie, aménagement, urbanisme, archéologie, mondes anciens, sciences politiques, sociologie,-anthropologie, architecture)

86 rue Pasteur
69365 LYON Cedex 07

483 a en outre lancé un programme de « labellisation » de manifestations scientifiques auxquelles participent les doctorants (en particulier celles qui sont organisées par ces derniers, comme ce sera le cas par exemple pour la journée transdisciplinaire « Ecrire la comparaison », mise sur pieds par de jeunes chercheurs de laboratoires différents (en juin 2010) avec l'objectif de valider les compétences acquises par ce biais (organisation et pilotage de manifestations de ce genre) qui sont identifiables et évaluables au même titre que des acquis théoriques, méthodologiques, techniques ou linguistiques.

- Le « codage » de la formation en ECTS et l'institutionnalisation de cette dernière (sous la forme de validations obligatoires pour la soutenance) sont à l'examen depuis plus d'un an maintenant, mais la mise en œuvre d'une telle standardisation ne pouvait se faire sans que la formation ne soit préalablement mise en place et évaluée par les bénéficiaires eux-mêmes – i.e. les doctorants. Certains doctorats, comme celui de Science Politique, sont déjà organisés sur le mode d'une audition annuelle des doctorants.
- L'absence de « réalisation à l'international » ne fait pas cas des actions des équipes de recherche, ni de la participation du directeur de l'ED à la « tournée » organisée par Campus France pendant plus de 10 jours en Chine, et à l'ouverture au recrutement d'étudiants locaux.
- L'ED 483 note qu'une partie des remarques qui sont portées à sa connaissance ne la concernent pas directement, mais vise plutôt ses partenaires institutionnels : établissement porteur, établissements partenaires, PRES. La question des locaux, marginale dans les dossiers bilan et projet transmis à l'AERES, est devenue centrale dans le rapport – mais il n'est pas sûr qu'elle puisse résoudre les problèmes de coordination inter-établissements qui nécessitent avant tout un ajustement institutionnel du périmètre de l'ED, entre les logiques et politiques du PRES, d'un côté, des établissements, de l'autre.
- S'agissant des préconisations du comité, l'ED 483 se réjouit que celles-ci rencontrent le plan que l'ED s'est elle-même donné pour l'amélioration des financements de thèse (via les clusters régionaux, par exemple), pour l'encadrement et le suivi des thèses (le comité de suivi est clairement énoncé dans le projet), pour l'insertion de ses doctorants (par l'intermédiaire d'un dispositif de professionnalisation propre, qui n'a pu se mettre en place sur un laps de temps si court, eu égard aux domaines disciplinaires de l'ED et aux secteurs professionnels sur lesquels débouchent les SHS, qui nécessitent un travail de fond) et enfin pour les taux d'encadrement et la durée de la thèse. Mais ce véritable changement de culture académique, en particulier dans les SHS, doit être assorti d'une réflexion en profondeur sur la nature actuelle du doctorat, et ne peut se décréter arbitrairement : il doit être accompagné et impulsé via des changements graduels dans les modalités et conditions d'encadrement, ce que l'ED 483 s'est efforcée de mettre en œuvre sur ses deux années d'existence.
- Enfin pour conclure, l'accroissement du budget n'est pas du ressort de l'ED elle-même, mais du PRES, et il n'est pas sûr qu'avec sa notation par l'AERES, elle puisse défendre aisément ce point au sein de cette instance ...



Lionel Obadia
Directeur de l'ED 483
mai 2010